

**Tribu Kel ANSAR avec les Chefferies traditionnelles :
« Sécurité Paix et Développement » au cœur des échanges**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 11 OCTOBRE 2022

1198

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Accord d'Alger

Rencontre PM p.i – Chef de la médiation algérienne



Moussa Mara : En service commandé ?



**Acte II des journées citoyennes de la FORSAT
Civile : Le projet BAMAKO SANYA lancé !**



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

10 Oct. 2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

249

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

06

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

531 695 Vaccinations incomplètes

1 947 526 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 697

Guéris

31 812

Décès

742

dont 68 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.16



P.22



/ Une /



Accord d'Alger : Rencontre PM p.i – Chef de la médiation algérienne

P.5

/ Brèves /



MAOULOUD 2022 : Le pari gagné de chérif Ousmane Madani Haidara

P.10

Kati : Des colonels en festin dans un champ

P.10

Diplomatie : Paris et Alger ont "avancé" vers un "partenariat inscrit dans la durée", selon Borne

P.11

Carburants : Réunion d'urgence lundi soir de plusieurs ministres autour de Borne

P.11

Tchad : "Gouvernement d'union nationale" dans les "prochains jours"

P.12

Primature : Le chef de file de la médiation rencontre le chef du gouvernement par intérim

P.12

/ Actualité /



Tribu Kel ANSAR avec les Chefferies traditionnelles : « Sécurité Paix et Développement » au cœur des échanges

P.14

Affaire des mercenaires ivoiriens : Pourquoi Guterres ne veut pas d'un procès

P.16

/ Politique /



Moussa Mara : En service commandé ?

P.19

Acte II des journées citoyennes de la FORSAT Civile : Le projet BAMAKO SANYA lancé !

P.20

Mali-France : Aboubacar Sidick Fomba réagit aux propos de Mélenchon

P.22

Entre nous : Le réquisitoire de PR Clément Dembélé !

P.23

/ Culture & société /



Lancement officiel de l'ouvrage « les blessures de l'art » : Mme Cissé Oumou Ahmar Traoré trempe la plume dans les plaies

P.24

/ International /



Mozambique : Paix précaire dans le nord, repris par les Rwandais

P.28

/ Sport /



2e édition de la coupe Inter-direction de l'INPS : La Direction des structures déconcentrées remporte le trophée

P.29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23


• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Accord d'Alger Rencontre PM p.i - Chef de la médiation algérienne

Le Chef de file de la médiation algérienne a été reçu par le Chef du Gouvernement malien. Le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye Maïga a échangé hier lundi 10 octobre 2022 avec l'Ambassadeur, Envoyé spécial de l'Algérie pour le Sahel, S.E.M Boudjemâa Delmi.

Au menu des échanges, la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, à la veille de la réunion du comité de suivi de l'Accord.

L'Ambassadeur Boudjemâa Delmi a fait part au Chef du Gouvernement par intérim de la ferme volonté du Président de la République algérienne démocratique et populaire, SEM Abdelmadjid Tebboune, d'œuvrer à la préservation de la souveraineté du Mali, de son unité et de son intégrité. Le diplomate algérien s'est dit optimiste au regard de la volonté affichée par le gouvernement malien et de la disponibilité des mouvements signataires.

Quant au Premier ministre par intérim, il a - au nom du Président de la Transition, Chef de

l'État, S.E. le Colonel Assimi Goïta et au nom du Gouvernement - souhaité la bienvenue à son hôte au Mali.

« Nous apprécions les récentes déclarations du Président algérien, S.E.M Abdelmadjid Tebboune quant au respect de la souveraineté de l'Unité et de l'Intégrité du Mali », a déclaré le Chef de l'administration publique par intérim, qui a rappelé à cette occasion l'engagement et la détermination du Gouvernement à respecter l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger.

Le Colonel Maïga a enfin remercié les Autorités algériennes pour les investissements qu'elles réalisent au Mali, notamment dans la construction prochaine d'un centre hospitalier à Kidal.

Pour rappel, après quasiment une année, le comité de suivi de l'Accord pour la paix signé en 2015 entre le gouvernement et des groupes armés du Nord s'est réuni le vendredi 2 septembre 2022 pour la première fois depuis 11 mois.

Cet accord dit d'Alger, signé par une alliance de groupes rebelles, par des groupes armés progouvernementaux et par le gouvernement est considéré comme crucial pour la stabilisation du pays sahélien.

L'application de l'accord, qui prévoit la réintégration d'ex-rebelles et des mesures de décentralisation, reste limitée. Un récent rapport d'un groupe d'experts missionnés par les Nations unies l'a jugée « au point mort ». Le comité de suivi (CSA) chargé d'œuvrer à la mise



en œuvre est censé échanger chaque mois. Il ne s'était plus réuni depuis octobre 2021. At-taye Ag Mohamed, cadre de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA, principale alliance d'ex-rebelles), avait invoqué des « mésententes sur des questions particulières » et un « agenda prioritaire » du gouvernement. Les parties prenantes s'étaient réunies en août en dehors du cadre du CSA pour arrondir les angles. Un accord d'intégration de 26.000 ex-rebelles avait alors été annoncé. Une réunion du CSA s'est finalement tenue en

début septembre avec, en plus des signataires, les ministres des Affaires étrangères algérien, burkinabè et mauritanien. Le ministre algérien, Ramtane Lamamra, s'était félicité des « bonnes intentions exprimées ces dernières semaines » tout en appelant à ce « qu'elles se traduisent en actes ». « Les parties ont réitéré leurs engagements pour la mise en œuvre de l'accord. Cci est un message clé. Maintenant il faut des actes », a dit M. Ag Mohamed à la sortie. A l'intérieur, le président de la CMA Al-ghabass Ag Intalla a martelé à huis clos que,

« si le gouvernement du Mali ne veut plus de l'accord pour la paix, s'il pense qu'il y a mieux que cet accord, qu'il nous le dise très clairement ».

Cette nouvelle rencontre qui s'annonce offre une nouvelle opportunité pour les parties maliennes d'avancer vers la mise en œuvre intelligente de cet accord pour une meilleure stabilisation du pays.

■ **Binadjan Doumbia**



SenCaféActu

Air Senegal suspend ses vols à destination de l'Afrique Centrale à compter du 30 octobre



YBC-Communication



PAGE NOIRE : Aminata Togola dite Yah a rendu l'âme en début de soirée

Suite à notre SOS en faveur d'Aminata Togola dite Yah, qui était étudiante en droit et basketteuse, vous avez été très nombreux à nous faire part de votre élan de solidarité. Cependant, malgré les efforts des uns et des autres, Allah le tout puissant vient d'accomplir sa volonté, en l'arrachant à notre affection ce dimanche aux alentours de 18h.

En cette occasion douloureuse, nous remercions très sincèrement toutes les personnes de bonnes volontés qui ont participé à notre peine, ainsi que des marques de sympathie que vous avez témoignées par vos soutiens multiformes.

Nous tenons à remercier spécialement Madame le Ministre de la Santé et du Développement Social Diéminatou Sangaré.

NB : Les obsèques d'Aminata auront lieu demain lundi à partir de 16h à Guarantigoubougou dans la rue du lycée Sacerdoce. Précisément entre la Station Total et Djakarta terrain.

Encore merci à Mme le Ministre de la santé Mme #Diéminatou Sangare



Daouda Bakary Kone



(CROISSANCE AFRIQUE)- Huawei, l'un des principaux fournisseurs mondiaux d'infrastructures

de technologies de l'information et de la communication (TIC) et d'appareils intelligents, a annoncé aujourd'hui le retour de la deuxième édition annuelle de la Huawei Innovation Day, couvrant l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Afrique. #huawei #alerte #communication #innovation #afrique



Le village de Gombala a désormais son école flambant neuf...

Cette école a été construite par Daraja Haïdara. À la tête d'une petite entreprise agro-alimentaire, Daraja Haïdara est la présidente fondatrice de l'association humanitaire « Al Barka ».

"Comme vous pouvez le constater dans les images ci-dessous, voici le « AVANT et APRÈS » de l'école de Gombala, avant les enfants de Gombala n'avaient d'autre choix que de s'asseoir à même par terre pour étudier dans des bâtiments en banco et l'autre partie des enfants du village marchait à peu près 6km pour se rendre dans le village voisin pour apprendre, et ça, c'était avant, désormais Gombala a des salles de classe où les enfants apprendront dans de bonnes conditions avec des latrines. Nous sommes heureux pour ces enfants, tout en espérant qu'ils seront assidus à l'école et en feront bon usage in-challah", a-t-elle déclaré, Daraja Haidara, président de l'Association Albarka.

Notons que cette école a été réhabilitée en collaboration avec le partenariat pragmatique de la Coopération sino-Malienne. Pour rappel, la République populaire de Chine est l'un des partenaires stratégiques du Mali dans divers domaines.



■ Bacary Camara



Abracadabrantésque!
Dites à ce Monsieur que sa ville natale de "KI-RANGO-MARKALA" - à une trentaine de Kms- de la cité des balanzans continue sa quête en vue de trouver de l'argent nécessaire à la clôture de son cimetière et pendant ce temps. B.C.



■ NIANG TV



Militarisation de la Police nationale :
« Nous restons derrière la décision des autorités, mais il faut aussi nous associer au processus », dixit Bougouna Baba Dembélé, Secrétaire général du Syndicat autonome de la police
Indicateur du Renouveau



■ Sangha Lakamané



Bafoulabé: L'accès aux salles de classe est difficile ce lundi matin aux élèves et enseignants de l'école 3 de Mahina.
Tôt ce matin une forte pluie s'est abattue sur la ville faisant des flaques d'eau partout.
Source : bafoulabé 24.



■ Imam Oumarou Diarra



• Genève, canton de Genève, Suisse -
A la tête de la délégation du Mali, je participe à la séance d'ouverture de la 73ème Session du Haut Comité Exécutif de l'UNHCR à Genève.
Dans mon mot d'ouverture, j'ai tenu à souligner et à saluer, le Haut Commissaire des Réfugiés Filippo GRANDI, à travers les efforts inlassables déployés par le HCR aux côtés de nos services en faveur des populations vulnérables du Mali
Dans mon discours prévu pour demain, j'insisterai encore sur la poursuite de ces efforts et le plaidoyer pour une plus grande mobilisation des ressources en faveur de ces cibles en situation d'extrême urgence.
OD



■ Mali Actu



Cristiano Ronaldo est encore entré dans l'histoire du football mondial. En inscrivant un but

contre Everton aujourd'hui, il devient le seul joueur à avoir atteint un sommet spécial.



■ Abdoul MBAYE



Une large publicité doit être faite à l'international sur cette position imbécile exprimée qui consisterait à démettre de son mandat un député votant contre les consignes de son parti. Notre Sénégal définitivement une république bananière avec de tels individus à sa tête!

■ Fahad Ag Almahmoud



Les médias français rendent beaucoup plus d'hommages à la jeune Iranienne #Mahsa Amini tué par le régime des Mollahs qu'à la journaliste #Shirenn Abu Akleh tuée par l'armée israélienne. C'est quoi la logique ?

■ Larmes des pauvres



#Mali --Des mouvements de troupes signalés en direction de la zone dite des trois frontières, la #CMA de #Kidal a mobilisé un important moyen humains et matériels pour la grande bataille contre l'#EIGS. Probable contact entre les belligérants avant ce 15/10

■ Dou Niangado



Le débat est de plus en plus difficile dans l'espace numérique malien. Autrefois reconnu pour la qualité des échanges, Twitter au #Mali est devenu un champ de bataille où l'invective est la norme et les clachs monnaie courante. Thread sur ce qui rend difficile nos échanges.

■ Gouvernement du Mali



Assemblées annuelles 2022 du FMI et du Groupe de la Banque mondiale : le ministre Alousséni SANOU représente la république du Mali. Le ministre de l'Économie et des Finances de la République du Mali

M. Alousséni SANOU participe aux Assemblées annuelles 2022 du FMI et du Groupe de la Banque mondiale qui se tiennent en présentiel du 10 au 16 octobre 2022 aux sièges des deux institutions à Washington (USA).

Cet événement de portée mondiale réunit deux fois par an les ministres des Finances et du développement de tous les pays, les hauts dirigeants des institutions financières, du secteur privé, des organisations de la société civile autour de sujets liés à la réduction de la pauvreté, au développement économique international et aux financements, ainsi qu'à la valorisation du capital humain et au renforcement de la résilience.

Les orientations des plus hautes autorités du Mali en matière de politique économique, financière et budgétaire seront au cœur des discussions que le ministre Alousséni SANOU engagera avec plusieurs personnalités des institutions de Bretton Woods notamment le Vice-président Afrique de l'Ouest et du Centre de la Banque mondiale, le Directeur Afrique du FMI, les administrateurs de certains pays au sein de ces deux institutions et les dirigeants de certaines institutions financières comme la Banque Ouest africaine de Développement (BOAD), la banque centrale des états de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Bamako | 10 octobre 2022 | #Solidarité

Mois de la solidarité : le Président de la Transition a rendu visite à la doyenne d'âge de Bamako

Au Mali, le mois d'octobre est consacré mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion. À cette occasion, le Chef de l'État rend généralement visite à la personne la plus âgée de la capitale. Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, pour la deuxième année consécutive, n'a pas dérogé à cette tradition. Il a rendu visite, ce lundi 10 octobre 2022, à la doyenne d'âge de Bamako, à Niomirambougou.

Née vers 1909, Madame N'DIAYE Maimouna SANGARE, âgée de 113 ans, est mère de quatre (4) enfants, trois (3) garçons et une (1) fille, de plusieurs petits-enfants et arrière-petits-enfants. Elle avait des préférences pour le petit commerce, qu'elle n'a jamais cessé d'exercer jusqu'à sa vieillesse.

Le Chef de l'État, en lui rendant visite, n'a ménagé aucun effort pour lui apporter une aide précieuse. Des colas, du haricot, une lourde couverture en cette veille de saison froide, un chapelet, une enveloppe symbolique, un tapi de prière et un gros bœuf ont été remis à la vieille Maimouna par le Président de la Transition.

En plus de la famille de la doyenne d'âge de Bamako, cette cérémonie a enregistré la présence de Madame le Ministre de la Santé et du Développement social ainsi que du Président national des personnes âgées.

Maimouna SANGARÉ a remercié le Président de la Transition pour le geste hautement humanitaire à son endroit. Des prières pour la stabilité et le retour de la paix au Mali ont été formulées par la vieille SANGARÉ, qui a souhaité longue vie au Président GOÏTA et ses collaborateurs.

MAOULOUD 2022 : Le pari gagné de chérif Ousmane Madani Haidara



A l'instar des autres pays du monde, le Mali a commémoré la naissance du prophète Mahomet (swt) ce samedi 08 octobre 2022. Au stade du Z6 mars de Yirimadjo dans la commune VI du district de Bamako, le Président du Haut Conseil Islamique, Chérif Ousmane Madani Haidara, a animé son traditionnel prêche qui a réuni plusieurs centaines de milliers de fidèles venus d'ici et d'ailleurs. Ayant comme thème principal : « la paix et la cohésion sociale », la commémoration du Maouloud 2022 a eu tous ses parfums pour la fédération An sardine de Chérif Ousmane Madani Haidara non moins le Président de la plus importante organisation islamique du pays. C'est Dieu seul qui peut aider le pays à surmonter ces difficultés et l'assistance de Dieu est cautionnée à l'union. Dieu assiste toute association d'hommes même si elle est composée de mécréants dans ce monde. Le Mali a besoin de l'union aujourd'hui », a-t-il rappelé. Par ailleurs la célébration du maouloud a coïncidé avec la compétition interclub de la CAF, ces deux événements majeurs pour le Mali qui se déroulent dans la même journée sur le même stade a suscité beaucoup de débat. Malgré les rumeurs un compromis a été trouvé. Ce Maouloud 2022, marquant l'anniversaire de la naissance du prophète Mohamed, a été célébré avec ferveur, en priant pour le silence définitif des armes.

Kady MAIGA/ Source : L'Indépendant

Kati : Des colonels en festin dans un champ



Repos sabbatique ! Presque tous les samedis sont consacrés, par un groupe de Colonels dont nous taisons les identités, à un véritable festin, organisé dans un champ situé à la périphérie de Kati, appartenant à l'un d'entre eux.

Notre radar, qui a pu observer tous les mouvements autour et à l'intérieur dudit champ, des samedis d'affilés, ne s'est pas trompé de cible. Il précise qu'ils sont au nombre de 5, ces colonels, loin des tombeurs du régime démocratique d'Ibrahim Boubacar Keita. « Ils se retrouvent dans le champ tous les samedis. Un conducteur de moto Telimani transporte un mouton bien rôti jusque là-bas vers 13h piles. C'est la fête au village ! Des canettes à gogo ! », rapporte notre interlocuteur, qui précise que d'autres personnes, assurément des invités, se joignent à eux. « Des véhicules de luxe sont stationnés un peu partout, ajoute-t-il, à l'intérieur du champ, le propriétaire possède de volailles ou d'autres animaux. »

Source : Le Nouveau CourrierV

malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Diplomatie : Paris et Alger ont "avancé" vers un "partenariat inscrit dans la durée", selon Borne



La Première ministre française Elisabeth Borne a estimé lundi, après avoir rencontré le président algérien Abdelmajid Tebboune à Alger, que les deux pays ont "avancé" vers "un partenariat renouvelé, inscrit dans la durée" à l'occasion de sa visite en compagnie d'une quinzaine de ministres

En remerciant son homologue Aïmene Benabderrahmane pour "son accueil chaleureux", Mme Borne s'est réjouie de progrès dans le rapprochement bilatéral, accomplis notamment lors d'une réunion dimanche du CIHN, le Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), la première depuis 2017.

"J'ai le sentiment que, ensemble, nous avons avancé et que ce CIHN nous a permis de poser les fondements d'un partenariat renouvelé, inscrit dans la durée et qui profitera à nos jeunes", a déclaré devant la presse Mme Borne, au deuxième et dernier jour de sa visite dans la capitale algérienne.

"Ma venue à Alger, avec une importante délégation ministérielle, la qualité de l'accueil du président Tebboune et de l'ensemble du gouvernement algérien, et la richesse de nos échanges sont la preuve de notre détermination à agir et à construire ensemble", a estimé Mme Borne, dont c'était le premier voyage à l'étranger.

Le CIHN, auquel ont participé une quinzaine de ministres de chaque pays, a débouché sur la signature de 12 accords de coopération industrielle, technologique, éducative et culturelle.

Mme Borne a rappelé que le président Emmanuel Macron était venu fin août rencontrer le président Tebboune pour relancer une relation bilatérale, ternie par des tensions et une grave brouille.

La "Déclaration d'Alger" signée par les deux pays a affirmé "la volonté de bâtir une relation renouvelée, fondée sur des ambitions fortes, des coopérations solides et une attention particulière aux jeunes de nos pays", a souligné Mme Borne.

Selon la cheffe de gouvernement français qui devait encore déjeuner avec le président Tebboune avant de regagner Paris, son voyage à Alger et le CIHN forment des jalons d'une coopération qui va se poursuivre à

Carburants : Réunion d'urgence lundi soir de plusieurs ministres autour de Borne



La Première ministre Elisabeth Borne réunira lundi à 21H00 à Matignon quatre ministres concernés par les difficultés d'approvisionnement en carburant, pour "faire le point sur l'état des discussions" entre les entreprises et les syndicats.

"Je souhaite que la situation se rétablisse le plus rapidement possible", a déclaré Elisabeth Borne aux médias depuis Alger, où elle effectue un déplacement accompagné d'une délégation de 15 ministres.

Interrogée sur la possibilité de réquisitions pour assurer un approvisionnement, la cheffe du gouvernement a répondu qu'elle ferait "le point ce soir sur l'état des discussions et la façon dont on peut assurer aux Françaises et aux Français qu'il y aura bien un réapprovisionnement le plus rapide possible des stations-services".

"C'est dans la négociation (...) qu'on doit pouvoir trouver une solution, et non pas en bloquant le pays et les Français", a-t-elle encore plaidé. A son retour d'Algérie lundi soir, Mme Borne tiendra cette réunion avec les ministres de l'Intérieur Gérard Darmanin, de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher et des Transports Clément Beaune, ainsi qu'avec le porte-parole du gouvernement Olivier Véran.

Malgré les appels répétés du gouvernement à négocier et à cesser les blocages, la CGT et la direction de TotalEnergies ne parvenaient pas à s'entendre lundi sur les modalités d'un dialogue sur les salaires, et le mouvement de grève a été reconduit jusqu'à mardi, alors que près d'un tiers des stations, tous groupes confondus, sont affectées par des pénuries de carburants.

AFP

travers "des visites et échanges réguliers aux niveaux économique, politique et technique".

Avant de le retrouver, Mme Borne a assuré au président Tebboune qu'"il peut compter sur la mobilisation et la détermination de (son) gouvernement". "Notre coopération est essentielle. Nous la mettrons au service de nos deux pays", a-t-elle ajouté.

AFP

Tchad : "Gouvernement d'union nationale" dans les "prochains jours"



Mahamat Idriss Déby Itno a annoncé lundi la formation d'un "gouvernement d'union nationale", dans "les tous prochains jours", lors de son investiture comme "président de transition" au Tchad à l'issue d'un dialogue de réconciliation nationale boycotté par une grande partie de l'opposition politique civile et armée.

Ce Dialogue national inclusif et souverain (DNIS) qui s'est achevé samedi à N'Djamena avait prolongé de deux ans la transition vers des élections "libres et démocratiques" et entériné la possibilité pour M. Déby de s'y présenter, 18 mois après qu'il a pris le pouvoir à la tête d'une junte militaire.

L'assemblée, ouverte laborieusement le 20 août après de multiples reports, avait été boudée par une très grande partie de l'opposition et de la société civile qui dénoncent une "succession dynastique" au pouvoir, ainsi que par certains des plus puissants mouvements rebelles armés. Lors de cette "deuxième phase de la transition" qui doit conduire "au raffermissement de notre démocratie", le futur gouvernement "s'emploiera corps et âme pour que la volonté du peuple tchadien ne souffre d'aucune entorse", a déclaré Mahamat Déby, ajoutant que "des élections seront organisées dans la transparence et la sérénité pour permettre aux Tchadiennes et Tchadiens de mettre un terme à la transition et assurer le retour à l'ordre constitutionnel".

Le jeune général de 38 ans avait déjà été proclamé par l'armée président de la république le 20 avril 2021, à la tête d'un Conseil militaire de transition (CMT) de 15 généraux, le jour de l'annonce de la mort de son père Idriss Déby Itno, tué au front contre des rebelles après avoir régné d'une main de fer sur ce vaste pays sahélien 30 années durant.

L'investiture s'est déroulée en présence du président du Nigeria Muhammadu Buhari et de plusieurs ministres d'Afrique de l'Ouest et centrale (Niger, République Centrafricaine, République démocratique du Congo), des ambassadeurs de France et de l'Union européenne.

AFP

Primature : Le chef de file de la médiation rencontre le chef du gouvernement par intérim



Le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye Maïga a reçu ce lundi 10 octobre 2022, l'Ambassadeur, Envoyé spécial de l'Algérie pour le Sahel, S.E.M Boudjemâa Delmi.

Au menu des échanges, la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, à la veille de la réunion du comité de suivi de l'Accord.

L'Ambassadeur Boudjemâa Delmi a fait part au Chef du Gouvernement par intérim de la ferme volonté du Président de la République algérienne démocratique et populaire, SEM Abdelmadjid Tebboune, d'œuvrer à la préservation de la souveraineté du Mali, de son unité et de son intégrité.

Le diplomate algérien s'est dit optimiste au regard de la volonté affichée du gouvernement malien et de la disponibilité des mouvements signataires.

Le Premier ministre par intérim a lui, au nom du Président de la Transition, Chef de l'État, S.E. le Colonel Assimi Goïta et au nom du Gouvernement, souhaité la bienvenue à son hôte au Mali.

« Nous apprécions les récentes déclarations du Président algérien, S.E.M Abdelmadjid Tebboune quant au respect de la souveraineté de l'Unité et de l'Intégrité du Mali », a déclaré le chef de l'administration publique par intérim, qui a rappelé à cette occasion l'engagement et la détermination du Gouvernement à respecter l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger.

Le Colonel Maïga a enfin remercié les Autorités algériennes pour les investissements qu'elles réalisent au Mali, notamment dans la construction prochaine d'un centre hospitalier à Kidal.

Source : CCRP/Primature

www.malikile.com



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Tribu Kel ANSAR avec les Chefferies traditionnelles : « Sécurité Paix et Développement » au cœur des échanges

Représentant le président de la transition, Chef de l'Etat, le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye Maïga a présidé le samedi 8 octobre 2022 au CICB, la rencontre générale de la Tribu Kel ANSAR en collaboration avec les Chefferies traditionnelles sous le thème : « Sécurité Paix et Développement ». Cette activité était placée sous le parrainage du ministre de la Jeunesse et des Sports, Mossa Ag Attaher.



Cette cérémonie a enregistré la présence du Professeur Dioncounda Traoré, ancien président de la Transition, des présidents des institutions de la République, du gouverneur de Bamako, des membres du CNT et des légitimités traditionnelles du Mali et de la sous-région.

Au cours de son allocution, le maire de la commune III a salué cette initiative qui va dans le sens de la paix, la sécurité et le développement. Il a, par ailleurs, assuré que son accompagnement ne fera pas défaut.

A sa suite, il a été projeté une vidéo faisant état des différentes activités qu'a mené la tribu Kel Ansar, sous la houlette de son chef, l'Honorable Abdoul Majid Ahmed dit Nasser pour promouvoir la cohésion nationale.

« La rencontre de ce jour constitue le début d'une ère nouvelle que le mouvement des vagues nous inspire dans l'approche d'un processus de paix durable et définitif et d'un vé-

ritable vivre-ensemble débouchant sur une véritable réconciliation nationale », a déclaré le chef de la tribu Kel Ansar Abdoul Majid Ahmed dit Nasser. Citation en Italique ou Gras

En effet, il a mis un accent particulier sur le rôle de la chefferie traditionnelle et coutumière pour la stabilité d'une nation. « La stabilité sociale d'un peuple ou d'une nation repose sur les épaules de la chefferie traditionnelle et coutumière. Aucun Etat au monde n'a pu réussir ce rôle sans les légitimités traditionnelles qui sont les dépositaires de nos traditions, des us et coutumes et aussi les auxiliaires de l'Etat dans leurs communautés respectives », Citation en Italique ou Gras a-t-il précisé.

« Les légitimités traditionnelles qui ont un rôle prépondérant de garants de la stabilité et détentrices et protectrices des valeurs et mécanismes ancestrales de conciliation de la nation et de sauvegarde de la paix, la cohésion, la

stabilité entre toutes les composantes de la population et le renforcement de l'Etat nation », Citation en Italique ou Gras a-t-il ajouté.

Pour sa part, le représentant des légitimités traditionnelles du Mali, a remercié le président de la transition, chef de l'Etat, le colonel Assimi Goïta pour avoir décrété la journée nationale des légitimités traditionnelles. « Nous avons une charge énorme, un devoir sacré que nous ne devons pas gaspiller ou négliger. Chacun de nous appartient à un vestibule parce que c'est du vestibule que tout part. Il est temps qu'on encourage la citoyenneté, il est temps qu'on encourage le sens du devoir ». Citation en Italique ou Gras

A son tour, le représentant des chefs traditionnels de la sous-région, a souligné que le thème de cette rencontre, la paix, la sécurité et le développement est d'une importance capitale et caractérise la mission des chefs traditionnels au sein de nos pays et du conti-



ment africain. « Le plus important est la paix car, elle est une relation de bien être, vivre ensemble, solide et durable basé sur le respect... entre nous. Il serait important que nous mettions nos forces ensemble dans un souci de négociation pour militer dans le futur, et permettre à nos peuples de vivre dans une parfaite harmonie », Citation en Italique ou Gras a-t-il conseillé.

Aussi, il a avancé, qu'il est de notre devoir de lutter et encadrer la sécurité de nos peuples en mettant ensemble des mécanismes pour la médiation en cas de conflits et assurer une réconciliation gagnant-gagnant des peuples et des Etats.

Par ailleurs, il a encouragé le Togo à continuer

le processus de dialogue entre le Mali et la Côte d'Ivoire pour une solution apaisée.

Cette rencontre, dira Mossa Ag Attaher, se veut une contribution majeure à la renaissance de l'Afrique avec comme socle ses valeurs ancestrales.

En effet, il a exprimé toute sa reconnaissance à Son Excellence Le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, d'avoir accepté que la présente rencontre soit placée sous sa très haute présidence. « Cela dénote de tout l'intérêt du Président de la Transition à soutenir et à accompagner toute action qui concourt à la paix, à la cohésion sociale, au vivre ensemble et à l'unité du peuple malien aux côtés de ses frères africains », Ci-

tation en Italique ou Gras a-t-il déclaré.

Et d'ajouter que le thème central de cette rencontre : « Sécurité, Paix et Développement » illustre parfaitement la mission de la chefferie traditionnelle. « La paix et la sécurité sont fondées autant sur l'expression du cœur que sur la raison. C'est par la chaleur humaine qu'on peut transcender la violence et instaurer durablement la paix et la sécurité, ferments du développement. Il est important à mes yeux de rappeler que ces TROIS dimensions PAIX, SECURITE ET DEVELOPPEMENT constituent l'ossature du plan d'action du Gouvernement de la République du Mali adopté en Juillet 2021 dont la mise en œuvre se poursuit pour le bonheur et l'honneur de nos populations malgré les sanctions illégales et illégitimes injustement infligées au peuple souverain du Mali par nos propres organisations que sont l'UEMOA et la CEDEAO », Citation en Italique ou Gras a-t-il soutenu.

Enfin, il a félicité le Conseil général et l'engagement de la tribu Kel Ansar pour son initiative louable et l'invité à poursuivre intensément cette action de mobilisation sociale des chefferies aux fins de promouvoir cette « institution » qu'est la chefferie traditionnelle, et de contribuer à en faire un véritable outil de développement, de stabilité, de justice sociale et de bien-être au service de la nation.

■ Maffenin Diarra



Affaire des mercenaires ivoiriens : Pourquoi Guterres ne veut pas d'un procès

Éviter une humiliation mémorable au président Alassane Ouattara dans l'affaire des mercenaires incarcérés à Bamako : c'est là désormais la mission confiée par la France au Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Une éventuelle réussite de cette mission évitera du coup à l'organisation onusienne, dont la responsabilité est aussi engagée dans cette affaire, de prendre un sérieux coup sur son image. D'où de fortes pressions sur les autorités maliennes pour obtenir la libération des membres du commando envoyé à Bamako, le 10 juillet 2022. L'objectif final recherché par le président Ouattara et ses soutiens : éviter, vaille que vaille, la tenue d'un procès qui pourrait avoir des conséquences tant à Abidjan qu'au sein de l'ONU.



Malgré les différentes méditations les 46 mercenaires (de différentes nationalités selon plusieurs sources) croupissent dans les geôles à Bamako.

La dernière mission de la CEDEAO comprenant les présidents ghanéens, gambien, ainsi que le ministre des Affaires étrangères du Togo, n'a pas connu d'avancée significative dans l'évolution du dossier. Le silence de carpe observé par les membres de cette mission après leur audience avec Assimi Goïta en dit long sur la complexité des négociations initialement menées par les autorités togolaises. C'est ce pays qui avait obtenu la libération des trois femmes du commando.

Pour l'heure les autorités maliennes campent sur leur position : Alassane Ouattara doit impérativement remettre à la justice malienne des anciens responsables (ils sont sous le

coup de mandat d'arrêt international) qui ont trouvé refuge en Côte d'Ivoire. Les mêmes sont soupçonnés d'entreprendre des actes de déstabilisation à partir d'Abidjan.

Trois mois après l'éclatement de cette affaire, le constat est le suivant : l'impasse de toutes les négociations entamées jusqu'ici.

Pour se tirer d'affaire et dans l'espoir d'obtenir une porte de sortie honorable, Alassane Ouattara se tourne vers son mentor, Macron.

Guterres entre dans la danse : Où est (donc) l'impartialité de l'ONU ?

C'est ainsi que le Secrétaire général de l'ONU, Guterres, qui avait toujours observé le silence depuis le début de cette affaire, le 10 juillet 2022, est subitement entré dans la danse. En

effet, Antonio Guterres est sortie de sa réserve, il y a deux semaines, pour tendre une main secourable à un Ouattara qui ne sait plus à quel saint se vouer. Et pour cause...

Lors d'un entretien avec des médias français (ce n'est guère surprenant !), Antonio Guterres déclare : « Ce ne sont pas des mercenaires. C'est évident ! Je fais appel aux autorités maliennes pour que ce problème puisse se résoudre ».

Guterres peut-il alors dire à l'opinion qu'elle était la mission exacte de ces soldats ivoiriens envoyés à Bamako avec une impressionnante armada de guerre ? À défaut d'avoir une réponse claire et précise, le Secrétaire général de l'ONU s'est couvert de ridicule en prenant position sur une affaire opposant deux pays membres de l'organisation. Où est donc l'impartialité M. Guterres ?



Ce n'est pas tout. Emboîtant le pas au secrétaire général et toujours sous l'instigation de la France, le Secrétariat général de l'ONU a appelé à « la libération immédiate des 46 soldats détenus à Bamako... ». Dans cette prise de position à la fois flagrante et éhontée, le Secrétariat général de l'ONU, « exprime sa vive préoccupation face au maintien en détention depuis le 10 juillet de militaires ivoiriens à Bamako ». Nul n'est dupe ! A New-York, tout est mis œuvre pour sauver le président ivoirien avec la complicité de Guterres, visiblement mis en mission pour ce faire.

Une surprise ? Non pour qui connaît le mode de fonctionnement de cette organisation au service des puissances. C'est cette ONU qui avait autorisé la destruction de l'Irak et toujours elle qui a permis à la France et ses alliés de bombarder la Libye et se rendre complice de l'assassinat de Kadhafi.

C'est dire que le soutien affiché de l'ONU à Alassane Ouattara obéit à une règle, celle de transformer les victimes en coupables, là où les intérêts de certains États sont en jeu.

Seulement voilà. Les prises de position de Guterres et du Secrétariat général de l'ONU ne prennent visiblement pas en compte une note verbale adressée par la MINUSMA, en juillet dernier, au ministère malien des Affaires étrangères.

En effet, répondant au gouvernement malien qui avait demandé des explications au sujet du commando ivoirien, la MINUSMA avait apporté les précisions suivantes : 1) Clarification sur les liens légaux ou contractuels entre les militaires ivoiriens arrivés à Bamako le 10 juillet 2022, Sahel Aviation Service et le contin-

gent allemand de la MINUSMA.

La MINUSMA note que les éléments ivoiriens ont été déployés à Sénou (Bamako) pour « assurer la sécurité à la base des NSE allemands » dans cette même localité, au lieu de Tombouctou où est basé le contingent ivoirien de la MINUSMA. Il apparaît que certaines procédures n'ont pas été suivies non pas été suivies et la mission s'efforce de mieux comprendre comment ces dysfonctionnements ont pu se produire afin d'éviter qu'ils ne se produisent à l'avenir.

2) Relation contractuelle, sous contractuelle entre le contingent allemand et des tiers.

La MINUSMA n'a pas connaissance d'un contrat entre l'Allemagne et des tiers pour la protection de la base allemande de NSE. Des mesures ont déjà été prises pour renforcer la gestion des NSE.

3) Nombre total de NSE à la MINUSMA et leur lieu de déploiement.

Les politiques des Nations unies autorisent les pays contributeurs de troupes et de police à déployer des éléments nationaux de soutien pour fournir des services à leurs contingents, à titre national. Chaque contingent a la responsabilité d'informer la MINUSMA, tous les mois, du nombre de ses éléments nationaux de soutien déployés. Selon les déclarations des contingents, au mois de juin 2022, le nombre total de NSE au Mali s'élève à 609, y compris 471 souteneurs le contingent allemand, 33 Bangladais, 7 Cambodgiens, 5 Tchadiens, 60 Britanniques, 4 Sri-Lankais et 29 Suédois. Comme on le voit cette note de la MINUSMA ne fait nullement mention de contingent ivoirien des effectifs NSE présent au Mali. En

outre, cette note pose clairement des questions qui, jusqu'ici, n'ont pas eu de réponses. Premièrement : la MINUSMA indique que « des procédures non pas été suivies ». Quelles sont ces procédures ? Pourquoi les autorités ivoiriennes et mêmes les Allemands ont-ils violés ces procédures ? Que cacheraient-ils ?

Deuxièmement. La MINUSMA affirme n'est pas avoir connaissance d'un contrat entre l'Allemagne et des tiers. Questions : Pourquoi les Autorités ivoiriennes et allemandes n'ont-elles pas informé la MINUSMA de leur contrat, si contrat il en existe réellement ?

Et pourquoi le silence assourdissant de l'Allemagne depuis l'éclatement de cette affaire, même si au début le ministre allemand des Affaires étrangères avait tenté de faire un chantage sur Bamako en exigeant la libération des soldats ivoiriens ?

Un business sur le dos de l'armée ivoirienne ?

Quelle est l'implication réelle de l'Allemagne dans cette affaire ? Troisièmement. Quelles étaient exactement les missions assignées à ce commando ? Déstabilisation des institutions ? Actes de sabotages ?

Au-delà, les supputations vont bon train. Certains parlent d'une magouille politico-militaro-financier qui aurait débuté depuis des années entre Bamako et Abidjan. Les noms de deux anciennes personnalités des deux pays sont cités : Karim Keita, fils d'IBK et ancien président de la Commission défense à l'assemblée nationale, et feu Ahmed Bagayoko, ancien ministre de la défense et ancien PM de Côte d'Ivoire.

A en croire certaines mauvaises langues, cette affaire, au début, était un juteux business sur le dos de l'armée ivoirienne et au profit de Karim et de Hambak.

Aujourd'hui, il semble que le business serait passé entre d'autres mains à Abidjan. Et du coup, à l'objectif initial (faire du profit) se serait greffé un acte de sabotage de la transition malienne.

Pour maintes raisons et dans le but de sauver le régime de Alassane Ouattara (allié de taille de Macron), l'ONU est appelée à la rescousse...

C H Sylla
Source : L'Aube



Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org

Moussa Mara : En service commandé ?

Après sa dernière sortie sur le discours du Premier ministre par intérim à la tribune des Nations-Unies, sortie ayant suscité beaucoup de réaction au sein de l'opinion, Moussa Mara a « récidivé », cette fois sur une chaîne locale. Il conteste les allégations « de propos outranciers contre le Mali », bien au contraire, l'ancien Premier ministre demande aux Maliens de reconnaître l'illégalité du pouvoir actuel.

Il avait déjà évoqué des « excès » dans le discours du Premier ministre par intérim, Colonel Abdoulaye Maïga à l'ONU. Dans sa récente sortie, l'ancien premier ministre s'est exprimé en ces termes : « Personnellement et très sincèrement, je n'ai pas vu de propos outranciers contre le Mali. Il faut que nous sachions, et je l'ai dit plusieurs fois, que notre régime actuelle n'est pas constitutionnel ». Selon Moussa Mara, le régime « actuel est survenu dans des conditions que tout le monde sait. D'ailleurs le Mali lui-même met dans sa constitution que le coup d'état est crime imprescriptible contre le peuple malien ». C'est pourquoi il voudrait que les Maliens comprennent qu'à l'extérieur, c'est cette image que l'on a du Mali et cela ne devrait pas choquer. « Quand vous êtes dans une situation qui est considérée comme illégale, les réactions des autres ne doivent pas vous offusquer par rapport à cet aspect », affirme l'ancien ministre.

« En plus, ce qui est une réalité, nous sommes dans cette crise parce que notre armée n'a pas pu faire son travail depuis 2012. Il y a des causes à ça mais, c'est un fait aussi. Que des acteurs qui ont des difficultés à faire leur boulot premier change de boulot pour faire autre chose, quelque part vis-à-vis de l'extérieur, ça pose des problèmes », a-t-il poursuivi dans ses explications.

L'ancien Premier ministre aurait souhaité que les autorités de la transition ne répondent que par des faits plutôt que des invectives et l'escalade. « L'augmentation de la tension n'est pas une bonne chose pour notre pays. Répondre durement, insulter, invectiver, ça peut aider à soulager sa conscience mais ça n'améliorera pas la situation du pays. Et notre pays est fragile, notre pays

a besoin d'assistance extérieur », a clairement indiqué le président d'honneur du parti Yéléma. Il a invité les Maliens à mettre balle à terre en mettant les intérêts stratégiques du peuple au-dessus de tout. « Dès fois il y a des choses qui vous touchent mais votre réaction... peut



encore fragiliser votre situation que par le passé. Il faut savoir être stratège quelque fois, ne pas réagir par émotion et ne pas réagir sous le coup de la colère », a-t-il prodigué comme conseils aux autorités de la transition.

Pour rappel, il avait critiqué le discours du Premier ministre Par intérim, Colonel Abdoulaye Maïga à New York lors de la 77e assemblée de l'ONU. Les internautes n'avaient pas manqué de qualifier l'ancien premier ministre de « traître ».

Le discours du Premier ministre par intérim, jugé très musclé, a été analysé par l'ancien Premier ministre Moussa Mara et président du parti YELEMA. Il avait « déploré le ton belliqueux employé vis-à-vis de certains partenaires, particulièrement ceux de notre espace sous-régional ».

Et de poursuivre : « Il est évident que le temps significatif consacré à répondre à des commentaires à notre endroit, aurait pu être mis à profit pour mettre en évidence les préoccupations concrètes, réelles et fortes de nos compatriotes ainsi que les solutions envisagées pour leurs résolutions ».

Il avait trouvé « aussi dommage que le discours lu au nom du Mali n'ait pas davantage

soutenu le vœu du Continent, exprimé par le Président de l'Union Africaine pour la réforme du Conseil de sécurité eu égard à l'évolution du Monde »

De même, Moussa Mara avait indiqué que les préoccupations, vis-à-vis des changements climatiques qui impactent durement le Mali et expliquent en partie les crises que nous traversons, avaient été mises de côté.

« Compte tenu des fragilités du Mali, illustrées par la présence à ses chevets depuis plus d'une décennie, de l'ensemble de la communauté internationale, la multiplication des frondes et l'adoption d'une posture agressive vis-à-vis de l'extérieur sont contre-productives pour notre pays », a-t-il déploré tout en invitant « les autorités, à privilégier, en toutes circonstances, un dialogue constructif et apaisé avec tous, à recoudre les fils cassés avec nos voisins en particulier et plus généralement nos partenaires et à se focaliser davantage sur les préoccupations quotidiennes de nos concitoyens ainsi que les missions assignées par la Charte de la transition ».

■ Binadjan Dombia

Acte II des journées citoyennes de la FORSAT Civile : Le projet BAMAKO SANYA lancé !

La cérémonie de lancement de l'acte II du projet dénommé « BAMAKO SANIYA » s'est tenue le samedi 8 octobre au palais de la culture Amadou Hampathé Ba. Cette activité s'inscrit dans le cadre du lancement de l'acte 2 des journées citoyennes de la FORSAT-Civile.

Cette activité a été présidée par le chef de cabinet du ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation qui avait à ses côtés la présidente de la FORSAT Civile, Toure Aïché Baba Keïta, du président de l'AREMA, du gouverneur de Bamako et plusieurs personnalités.

Le projet, « BAMAKO SANYA » a pour objectif d'assainir la ville de Bamako. Il consiste à mettre en compétition les six communes du district de Bamako qui se fixeront pour objectif d'assainir les édifices publics.

Au cours de son allocution, le gouverneur du district de Bamako, s'est réjoui de constater qu'une organisation se soucie de la salubrité de Bamako. « Nous souhaitons que Bamako retrouve sa propriété d'Antan. Je dirai à la FORSAT Civile que nous ne ménagerons aucun effort pour les appuyer », a-t-il promis.

De son côté, le coordinateur des chefs de quartier, Bamoussa Touré, a donné l'engagement de l'ensemble des chefs de quartier du district de Bamako pour le succès de cette entreprise qui consiste faire de Bamako, une

ville propre ". « L'objectif est important et il n'est pas à la portée de nos moyens. Mais nous devons avoir la ferme volonté, le courage de gagner ce combat parce que nous n'avons pas le droit de le perdre ; parce qu'autrefois, Bamako était une capitale dont s'inspirait toutes les autres. Aujourd'hui, nous vivons le contraire. Mais il y a eu sursaut parce au président Assimi Goïta qui dès son arrivée aux affaires a su donné une importance à la santé de Bamako, à la vie de Bamako », a-t-il souligné.





Pour sa part, la présidente de la Fédération des Organisations et Regroupements de Soutien aux Actions de la Transition (FORSAT Civile) dira que le projet « BAMA KO SANYA » est l'acte II des journées citoyennes de la FORSAT Civile qui consistera à assainir notre capital.

A cet égard, elle a précisé que pour la première semaine, l'objectif est d'assainir les écoles, la seconde semaine, les centres de santé, 3e semaine les hôpitaux, la 4e semaine, les lieux de divertissements des enfants, la 4e semaine le monument et la 4e semaine les mairies. De même, la présidente de FORSAT Civile a indiqué qu'une fois que la première phase sera faite et à hauteur de souhait, 2 000 000 de FCFA de kits sanitaire au premier, 1 500 000 de FCFA de kit sanitaire au deuxième et 1 000 000 de FCFA de kits sanitaire au troisième pour qu'ils puissent organiser encore des concours au niveau inter-quartier. « La pre-

mière phase se passera entre les communes et la seconde phase entre les quartiers », a-t-elle fait savoir.

En effet, la présidente de la FORSAT civile n'a pas caché le souhait de son organisation d'être élite de la société civile, c'est pourquoi dit-elle, « toutes nos activités s'inscrivent dans une démarche citoyenne visant à offrir des opportunités d'un cadre de vie plus propre, pour un Mali Kura ».

« Notre ambition qui est de devenir : « le principal réseau de jeunes citoyens actifs » est noble et réaliste avec l'aide de tous. C'est un modèle de démocratie, de développement durable qu'il convient de renforcer et pérenniser », a-t-elle laissé entendre.

Quant au chef de cabinet du ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation Abdramane Ouattara, il a déclaré que Bamako, jadis appelé coquette est aujourd'hui

fière et heureuse d'abriter ce grand événement. Il a remercié la FORSAT Civile pour son engagement en faveur des questions de salubrité, d'environnement et d'assainissement.

Egalement, il a exprimé toute sa reconnaissance à l'égard de la présidente de la FORSAT Civile qui conduit cette opération en phase avec le projet de société du président de la transition son excellence le colonel Assimi Goïta. « Relativement à la question de salubrité et d'assainissement, les autorités traditionnelles jouent effectivement un très grand rôle », a-t-il avancé.

Rappelons que cette cérémonie a pris fin par la remise de matériels de nettoyage aux six communes de Bamako.

■ Maffenin Diarra

Mali-France : Aboubacar Sidick Fomba réagit aux propos de Mélenchon

Les propos tenus par l'opposant français, Jean-Luc Mélenchon, à l'encontre du Mali, a fâché plus d'un Malien. Comme la réponse du berger à la bergère, le membre du Conseil National de la Transition et l'une des figures récentes de la politique anti-française au Mali, Aboubacar Sidick Fomba, lui a apporté une réponse cinglante.

Dans une courte vidéo de l'émission « Débat de dimanche » sur une télévision française, Jean-Luc Mélenchon s'est prononcé sur le départ de la force française du Mali. Dans ses propos, s'il a accusé les dirigeants français de manque de concertation dans le déploiement des militaires au Mali. Il se plaint aussi de la façon dont les autorités maliennes ont demandé le départ de l'armée française. De même, l'ancien parlementaire français n'a pas digéré le discours du Premier ministre par intérim à la tribune des Nations Unies. Discours dans lequel le colonel Abdoulaye Maïga a accusé la France « d'avoir poignardé le Mali dans le dos » et dans lequel il a qualifié les autorités françaises « de junte ». « **Nous avons été chassés par le pouvoir putschiste qui est en place au Mali et qui parle des Français d'une manière inacceptable à la Tribune des Nations Unies** », a déclaré l'opposant au pouvoir de Macron. Ses propos ont attiré l'attention de bon nombre de Maliens, ceux engagés dans la lutte contre la politique française surtout. C'est le cas du membre du CNT, Aboubacar Sidick Fomba, qui est sorti de son silence. « **J'ai appris avec indignation les propos de monsieur Jean-Luc Mélenchon sur le renvoi de l'armée**



française colonialiste et incapable de notre territoire, exigeant des explications », a écrit le conseiller au CNT qui a indiqué que « **ce n'est pas une première fois qu'il se livre à de telle manœuvre** ». Comme s'il l'attendait de pieds fermes, Fomba a été très dur avec l'opposant français. « **Monsieur Jean-Luc Mélenchon doit également comprendre que le Mali ne marche plus selon les accords coloniaux et que les autorités actuelles du Mali ne sont pas des lèche-bottes à la solde de la**

France comme c'était le cas dans un passé très récent, mais plutôt au service du vaillant peuple malien », a-t-il indiqué. Le vice-président du Corema a tenu à rappeler que les autorités dirigeantes du Mali travaillent pour l'intérêt supérieur du Mali à travers trois principes souverainistes et diplomatiques. Ces principes, selon lui, sont le respect de la souveraineté du Mali, le respect des choix stratégiques des autorités maliennes et leur partenariat et enfin le respect de l'intérêt du peuple malien. Barkhane chassée pour manque de résultats Les Français, dans leur majorité, estiment que le Mali a été ingrat en chassant l'armée française du Mali. C'est la même lecture que fait Jean-Luc Mélenchon. Pour Aboubacar Sidick Fomba, Barkhane est chassée parce qu'elle n'a pas eu « de bon résultat ». « **L'armée française a été malproprement renvoyée du Mali par les autorités maliennes et sur la demande du peuple malien à cause de son impuissance, de son incapacité, de son inefficacité et de son soutien et ses relations incestueuses avec les terroristes et certains groupes armés séparatistes pendant 10 ans** », a-t-il laissé entendre.

Anguimé Ansama



Entre nous : Le réquisitoire de PR Clément Dembélé !

C'est un mythe, un slogan, un mensonge. Il n'y a pas de Mali-kura. Il faut que les gens acceptent que notre grand défaut, c'est parfois de nous mentir à nous-mêmes. Nous sommes souvent ce qui me fait penser un peu au jeu d'Hollywood. On fait du film. On fait du cinéma. On se prend au sérieux pour penser que la vie, c'est du cinéma.

Mais, il n'y a pas de Mali-kura. Le Mali-kura dans un pays où il y a encore la corruption aggravée. On parle du Mali-kura dans un pays où il n'y a même pas de route.... Dans un Mali-kura où il n'y a aucun plan d'urgence pour sauver le paysan. Aujourd'hui, c'est la catastrophe. Il y avait de la corruption au niveau des logements sociaux, de la CANAM, de la Police.

Maintenant, c'est la corruption au niveau de

l'alimentation des Maliens..... Le Mali-kura où on ne se pose pas la question sur l'école malienne..... On parle du Mali-kura quand il n'y a aucune véritable réforme posée encore ce jour-là depuis la chute d'IBK..... Ce n'est pas seulement qu'Assimi soit là aujourd'hui. Je défie quiconque de me parler d'une réforme majeure qui peut changer le visage du Mali sur les 20 ou 30 années à venir. Il n'y en a pas. On parle du Mali-kura quand le Malien n'a pas une vé-

ritable orientation idéologique. On parle du Mali-kura dans les discours, oui, mais dans les faits, c'est le Malikôrô. Le Mali « Kôsayina » (le Mali récent), c'est le Mali tout récemment qui continue.

Moi, je préfère l'ancien Mali. Pourquoi ? C'est le Mali des valeurs, de la dignité. Le Mali n'était pas riche mais le Mali se retrouvait. Aujourd'hui, le Mali-kura, c'est le Mali de la division, c'est le Mali du mensonge, c'est le Mali de la corruption, c'est le Mali de la contention, c'est le Mali d'une nouvelle bourgeoisie comprador qui s'éveille. C'est le Mali où le malien croit à un rêve qui est très loin de se réaliser. Le Mali où on ne peut pas s'exprimer aujourd'hui au risque d'être taxé de mauvais malien, d'être apatride, de se faire lyncher sur la scène publique, de se faire lyncher aussi sur les réseaux sociaux. Ce Mali-kura, il ne faut pas l'aimer parce que c'est le Mali-kura de la pensée unique qui est contraire à tout esprit démocratique. Et c'est le Mali-kura de la clochardisation de la gestion du pays. »

Pr Clément Dembélé a tenu ces propos, le 02 octobre 2022, sur le plateau de l'émission « Le rendez-vous des idées » sur le thème « Le Mali face à la communauté internationale » de notre excellent confrère Mohamed Attaher Halidou de "Joliba Tv new". Un vrai réquisitoire du Président de la Plateforme contre la corruption et le chômage au Mali (PCC). Une grosse pierre dans le jardin des adeptes du Mali-Kura.

On peut ne pas aimer Pr Clément Dembélé pour certaines de ses déclarations qui créent souvent la controverse. Comme aussi on peut détester Pr Clément Dembélé pour ses prises de position. Mais, il est incontestable que le Président du PCC a été l'un des précurseurs de la lutte qui a abouti au changement intervenu le 18 août 2020 avec la chute du Président IBK. Le 9 mai 2020, il a été enlevé en pleine rue puis conduit dans les locaux de la Direction générale de la Sécurité d'Etat (DGSE) où on a rasé son crâne. Détenu pendant treize (13) jours dans une cellule sans fenêtre, il a subi des tortures psychologiques avant son transfert au Camp I de la Gendarmerie nationale. Il a été interrogé par le Procureur de la République près le Tribunal de grande instance de la Commune I qui l'a poursuivi non détenu.

Par Chiaka Doumbia
Source : Le Challenger



Lancement officiel de l'ouvrage « les blessures de l'art » : Mme Cissé Oumou Ahmar Traoré trempe la plume dans les plaies

Après "Mamou épouse et mère d'Émigrés" et "Une femme presque parfaite", Mme Cissé Oumou Ahmar Traoré vient de s'illustrer sur le paysage littéraire à travers une nouvelle œuvre intitulée "Les blessures de l'Art". Le lancement officiel de cet ouvrage a eu lieu le 06 octobre dernier, au Musée national sous la présidence du ministre de la culture, de l'artisanat, de l'industrie hôtelière et du tourisme, Andogoly Guindo, en présence de plusieurs anciens ministres, des éditrices, écrivaines et personnalités politiques.

Première personne à prendre la parole, l'auteure Cissé Oumou Ahmar Traoré a remercié toutes les personnes qui ont effectué le déplacement pour prendre part à cette cérémonie. Elle explique les raisons qui l'ont motivée dans l'écriture de cet ouvrage : « Vous avez sûrement vous poser la question, qui l'a motivée à écrire ce livre-là. Pourquoi l'a-t-elle écrit ? Eh bien, vous avez raison de poser cette question. Ce livre, c'est une date, un fait, une phrase ou deux phrases. Pourquoi une date ? L'année 2015, un des crimes les plus odieux, jamais commis sur un être humain, à plus forte raison une femme, s'est produit au Mali, plus précisément à Bamako. En 2015, une jeune dame a perdu la vie après avoir été poignardée 45 fois par son mari. L'histoire de cette femme allaitante m'a touchée, elle m'a hantée. En 2016, une autre femme a été abattue par son conjoint alors qu'elle attendait des jumeaux, d'après les témoignages. La même année, cette fois c'était un homme qui devait se marier pour la deuxième fois. Le jour de son mariage, celui-là va recevoir une marmite d'eau chaude sur la ceinture. C'était la troisième vie qui était perdue ainsi. J'ai continué la réflexion. En 2017, une jeune dame va être tuée par son fiancé dans son bureau. En l'espace de trois ans, on a perdu quatre âmes, suite à des violences conjugales. Donc, c'est à partir de ce quatrième assassinat que je vais commencer à avoir la lumière. Grâce à la presse, que je salue. Elle est souvent prise à partie mais elle rend d'énormes services. J'ai juste lu une phrase dans un article. Les journalistes ont cité le rapport 2005 de la Fédération internationale des Droits de l'Homme. Dans ce rapport, il est dit que la société malienne tolère les violences conjugales. Je me suis sentie interpellée. La piste que j'ai trouvée, c'est d'aller



voir du côté de la culture », a-t-elle déclaré.

Un ouvrage qui interpelle

Elle a recensé des chansons, des récits en les catégorisant. Selon Mme Cissé Oumou Ahmar Traoré, il y a « des drôles de chansons d'hommage à la femme », « les chansons et récits stigmatisant la femme », « les chansons et récits injuriant la femme », « les attaques gratuites contre la femme dans les chansons », « les chansons injuriant à la fois la femme et l'homme » et « les chansons légitimant la violence physique en amour ».

« Nous avons des chansons qui appellent à la violence contre les femmes », a souligné l'écrivaine. Elle a aussi indiqué que ces chansons sont utilisées par des femmes pour combattre d'autres femmes sans oublier de mentionner les conséquences de ces pratiques sur la co-

hésion des foyers. « Ces chansons sont des armes entre les mains des femmes contre les femmes. Les femmes, nous nous combattons à coup de chansons », a-t-elle déclaré. Elle a rendu hommage à une personnalité qui a fait face à une douleur invisible. Il s'agit de la présidente de l'ONG WILDAF, Mme Bintou Founè Samaké, qui a été victime d'injures graves, pour avoir été invitée à participer à un atelier de réflexion sur l'avant-projet de loi sur les violences basées sur le genre. Le représentant adjoint de l'Union Européenne au Mali, Pascal Père Rennec, dans son intervention, dit espérer que cet ouvrage sera une source d'inspiration pour les générations futures de jeunes femmes écrivaines du Mali et du monde. Selon lui, la problématique des VBG ne se pose pas qu'au Mali. Cet ouvrage permettra de relancer le débat et d'explorer une nouvelle piste en vue d'une société malienne plus égalitaire. « Le



travail de Madame Ahmar Oumou Traoré, mérite d'être salué. J'invite tout le monde à lire et à faire lire cet ouvrage qui interpelle », a-t-il conclu.

100 exemplaires commandés par le MPFEF pour encourager l'auteure

L'honneur est revenu à Samuel Sidibé, ancien directeur du Musée national, de lire quelques extraits de l'ouvrage. « C'est un engagement militant que l'on retrouve chez Oumou... Oumou nous invite à réfléchir... », a lancé Samuel Sidibé.

L'ancienne ministre de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, Mme Maïga Sina Damba, non moins Vice-présidente du Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires, a salué la qualité de l'œuvre de Mme Cissé Oumou Ahmar Traoré qui, selon elle, est une fierté.

A en croire le Secrétaire général du ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, Sayon Doumbia, l'inspiration de l'auteure interpelle tous. Le département, a-t-il promis, va accompagner l'écrivaine. Par la

voix de son Secrétaire général, le ministère en charge de la promotion de la femme s'est engagé à acheter 100 exemplaires du livre dont 50 seront offerts aux femmes et les 50 autres aux hommes.

Le grand mérite de l'ouvrage, selon le ministre Guindo

Le ministre de la Culture, de l'artisanat, de l'industrie hôtelière et du tourisme Andogoly Guindo, a salué la patience de l'auteure mais aussi sa rigueur dans la rédaction de cet ou-

vrage. Il n'a pas caché son émotion face aux récits de l'auteure qui a rappelé les anecdotes les plus saisissantes des faits réels mais tragiques. « Je voudrais adresser mes chaleureuses félicitations à l'auteure pour son engagement et sa rigueur scientifique », a affirmé le ministre Guindo. Selon lui, le livre traite un thème d'actualité. Pour le ministre de la culture, l'ouvrage a sonné le gong pour l'éveil des consciences. « A travers votre ouvrage, vous avez sondé certains instruments de nos expressions culturelles », a-t-il laissé entendre. De l'avis du ministre Guindo, l'auteure estime que la culture malienne comporte certaines expressions qui encouragent les violences faites aux femmes. Pour le chef du département de la culture, le Mali est un vieux pays. « Nous sommes ce pays de culture où la culture magnifie la femme », a-t-il expliqué. « Comme dans toute civilisation, il y a des traditions positives mais aussi des aspects négatifs ». Le ministre Andogoly Guindo est persuadé que ces aspects sont des contre-valeurs en déphasage avec la société malienne. « C'est un document scientifique qui mérite d'être salué », a-t-il lancé. Il est impressionné par la traduction fidèle en langue nationale bambara mais aussi par la qualité des recherches effectuées par l'auteure. Aux dires du ministre en charge de la culture, l'ouvrage édité par les éditions ASSELAR a le grand mérite d'avoir posé le problème.

La projection des chansons qui vilipendent, dénigrent la femme et les dédicaces du livre par Oumou Ahmar Traoré, ont été les temps forts de la cérémonie qui a pris fin avec un cocktail.

Bintou DIARRA



Ils ont dit... Ils ont dit... Ils ont dit...



Lors de cette cérémonie de lancement, notre reporter a recueilli quelques réactions sur l'ouvrage « Les Blessures de l'art ». Mme Sy Kadiatou Sow est ancienne ministre de la République mais aussi une figure emblématique du mouvement féminin. Ancienne ministre de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, Mme Bouaré Bintou Founé Samaké est la Présidente de l'ONG Wildalf-Mali. Modibo Ibrahima Kanfo est écrivain et président des Jeunes Esprits de la Littérature Malienne (JELMA). Et Mme Fadimata Walett Oumar, est artiste écrivaine.

Bintou Founé Samaké, Présidente de l'ONG Wildalf-Mali : « Le livre est une recherche pour sonder la culture malienne »

Il n'y a pas de doute que la violence basée

sur le genre est un fait courant au Mali tout comme dans le monde. On constate de plus en plus que le Mali est en train de devenir une société violente. Le livre dont nous venons d'assister au lancement, est une recherche pour sonder la culture malienne. Des questions que l'auteure s'est posées. Qu'est-ce qui fait qu'actuellement nous avons une société violente ?

L'auteure est allée chercher dans la culture et dans ce livre elle a spécifiquement cherché dans les chansons, pourquoi la femme est souvent insultée de façon codée dans les chansons et souvent dans les chansons populaires? Qu'est-ce qui a amené cela et comment les gens comprennent cette situation aujourd'hui et surtout, notre jeunesse ? Parce que ce n'est plus des violences codées, mais ce sont des insultes très spécifiques qu'on entend dans nos chansons. Est-ce que c'est le fruit de notre

culture, qu'est-ce qui est à la base ?

Elle voudrait vraiment que nous puissions lire son livre et réfléchir avec elle sur comment nous pouvons vraiment peaufiner nos stratégies pour faire face à cette situation. Je pense que la meilleure stratégie, c'est l'éducation. Lorsque les gens se sentent responsables et qu'il y a ce respect mutuel, il y aura très peu de violences surtout dans les couples.

Je pense que la violence a été tout le temps réprimé quel que soit sa forme par les dispositions juridiques. Et le nouveau code en cours d'élaboration va vraiment conserver les dispositions qui existent.

Mme Sy Kadiatou Sow, ancienne ministre de la République : « Il faut acheter et lire le livre pour un éveil de conscience.»

J'espère que vous avez été aussi touchés autant que nous autres. Je pense que ce livre va contribuer, je l'espère vraiment, à une bonne sensibilisation des hommes et des femmes. Les femmes ont beau se plaindre des violences, dont elles sont victimes, si les hommes ne comprennent pas qu'une société qui veut progresser est une société qui tient à préserver la paix et la cohésion sociale et cette société ne peut pas continuer à tolérer ces genres de comportement d'où qu'ils viennent. L'auteure l'a dit. Les femmes ne sont pas seulement les victimes. Il y a aussi les hommes qui peuvent être victimes de violence. Il est inadmissible que nous fermions tous les yeux sur ce genre de violence qui se passe dans notre société. Quand ce n'est pas dans votre famille, chez les amis ou chez un proche, vous considérez que c'est un fait divers. Et c'est très révoltant, très choquant et très dangereux pour la société. Ce qu'elle a fait ressortir, je suis profondément touchée par le fait que ce sont les chansons que nous aimons écouter, surtout les jeunes aiment de plus en plus écouter, danser au cours de la journée. Partout, les chansons qui véhiculent ces genres de messages codés, quelque fois même pas codés. Ces drôles de chansons qui rabaisent la femme et font d'elle une chose, dont on peut user et abuser quand on veut.

Si ce genre d'ouvrage peut contribuer à faire comprendre aux uns et aux autres, en particulier à la jeune génération qu'elle ne peut pas vivre en paix dans les quartiers, le pays tant qu'une partie, pas la moindre de la société, c'est-à-dire la femme continue à être victime de ce genre de violence. Il faut absolument qu'on se mobilise tous (leaders religieux, coutumiers, traditionnels, citoyens). Cette mobilisation doit commencer par nous-mêmes. Que nous comprenions que nous ne devons pas faire acte de violence sur nos épouses, sœurs, maris, frères, etc. Cela commence d'abord par l'éducation dans la famille, à l'école.

Je salue l'auteure. Je la connais personnellement. Elle est prolifique. Elle a produit d'autres ouvrages, d'autres romans que j'ai beaucoup appréciés. Elle se bat et c'est sa façon de contribuer à la lutte contre les violences basées sur le genre. Il faut que nous

acceptions que ce n'est pas une affaire que les occidentaux veulent nous imposer. J'entends beaucoup cela. Quand il y a de tels combats qu'on mène, certains diront que ce sont les étrangers qui veulent nous imposer leur culture.

Dans toutes nos cultures à travers le Mali, on ne peut pas dire que ce sont nos coutumes qui nous demandent de faire des actes de violence les uns sur les autres. Je ne vois pas de religions ni de valeurs sociales qui acceptent ce genre d'acte.

Contribuons tous ensemble. Ne nous limitons pas à de telle cérémonie, il faut qu'on en parle autour de nous, il faut acheter et lire le livre pour un éveil de conscience.

Modibo Ibrahima Kanfo, écrivain et président des Jeunes Esprits de la Littérature Malienne (JELMA) : « Elle a innové en traduisant les chansons »

Je trouve le livre très intéressant. Je suis un critique en herbe. Je vois plus l'aspect littéraire que l'aspect sociologique. Déjà le titre « Les blessures de l'art », je m'attendais à un recueil de poèmes, mais quand je suis venu, je trouve que c'est un essai. Quand on entend blessure de l'art, c'est comme si on considère l'art déjà comme une chose physique, comme un être humain, tout ce qu'on peut appeler la personnification de l'art. J'ai déjà lu cette dame dans les romans, son premier et son deuxième romans parlent tous de femme. Voir qu'elle continue toujours sur cette thématique, c'est à encourager, c'est intéressant. Dans « Les blessures de l'art », ce qui est intéressant, c'est qu'elle a innové parce qu'elle essayé de traduire les chansons, de faire son interprétation et de donner son avis sur différentes chansons de chez nous. Ça rend l'œuvre vraiment hybride. C'est cela que moi j'apprécie beaucoup.

L'image de la femme est traitée par beaucoup de jeunes auteurs. Personnellement j'ai beaucoup travaillé sur l'image de la femme mais pas dans la violence. Je célèbre beaucoup la femme, la preuve est que mon premier recueil de poèmes a été préfacé par une femme et ça été dédié à une femme, ma mère. Il y a des jeunes parmi nous qui sont intéressés par ce thème. Un exemple frap-

pant c'est Modibo Touré qui a écrit Sira. Aussi, il ne faut pas taire les violences faites aux hommes.

J'invite surtout les uns et les autres à acheter les livres, à les lire. J'invite les critiques à écrire les articles sur les livres. C'est ce qui manque aujourd'hui. Nous avons tendance à avoir plus d'écrivains que de critiques. J'invite également les journalistes à écrire des articles pour que l'œuvre puisse être connue.

Fadimata Walett Oumar, artiste écrivaine : « C'est un livre extraordinaire fait par une dame extraordinaire »

C'est un livre extraordinaire fait par une dame extraordinaire. En tant qu'artiste, j'ai pu comprendre en réalité comment certaines chansons parlent mal de la femme et que ce sont des chansons que nous les femmes avons produites parce que ces chansons ont de belles tonalités, font danser les gens mais en réalité, ce sont des choses qui touchent à la femme.

Nous les femmes, nous devons lutter contre toutes ces chansons qui parlent mal de la femme. Nous sommes là pour l'image de la femme parce que la femme, chez nous, est le pilier du temple. Quand elle tombe, c'est tout le temple qui tombe. On ne doit pas manquer de respect aux femmes. On doit les écouter.

Le message que je lance à l'ensemble des femmes du Mali, c'est leur dire qu'elles sont importantes. Le Mali est un grand pays, un pays de cohésion sociale.

Notre message, c'est d'être ensemble pour préserver la cohésion sociale pour parler de la beauté de la femme et de la grandeur de la femme malienne. Nous, en tant que femmes artistes, toutes celles qui vont lire ce livre vont comprendre qu'elles doivent changer les thématiques de leurs chansons, elles doivent modérer leurs chansons, elles doivent comprendre qu'est ce qu'il faut mettre ou pas dans les chansons.

Propos recueillis par Moussa Diarra
Source : Le Challenger

Mozambique : Paix précaire dans le nord, repris par les Rwandais



Une colonne de véhicules blindés rwandais immaculés se gare devant le poste administratif réduit en cendres par les jihadistes, sous les yeux de militaires mozambicains qui montent la garde, kalachnikov en bandoulière.

A Quionga, ce déploiement de force inhabituel intrigue. Le village est le dernier au bout de la piste qui mène à la frontière tanzanienne, à la pointe du Cabo Delgado, province pauvre et à majorité musulmane du Mozambique (nord-est) frappée depuis cinq ans par les attaques de groupes armés affiliés à l'Etat islamique. Pendant plusieurs mois, Quionga fut une base pour les shebab ("les jeunes") qui lançaient des attaques de part et d'autre de la frontière, leur principal axe de ravitaillement. Mais l'arrivée en renfort des forces rwandaises en août 2021 a ramené une sécurité relative qui a permis à la plupart des déplacés de rentrer chez eux. Ce jour de début octobre, l'escorte accompagnée des hauts gradés en visite. C'est la première opération conjointe des forces rwandaises avec l'armée mozambicaine après plus d'un an sur le terrain. Les généraux se félicitent de leur coopération devant un hôpital de campagne et les caméras des journalistes invitées pour l'occasion.

En temps normal, la zone est pratiquement inaccessible aux médias sans escorte et les autorités mozambicaines fuient les interviews. L'armée rwandaise, elle, affiche sa confiance. Elle veut convaincre de l'efficacité de son modèle de coopération et se targue d'avoir sécurisé les districts de Palma et Mocimboa da Praia, jadis des foyers des jihadistes.

"Les seuls incidents recensés sont désormais

des attaques isolées qui impliquent très peu d'individus, les insurgés n'ont plus de bases d'envergure. Nous pouvons affirmer dans une large mesure qu'ils ont été défaits", assure le général Ronald Rwivanga, porte-parole de l'armée rwandaise.

Total en sourdine -

Un optimisme contredit par l'ONG américaine Acted qui recense les incidents sécuritaires dans la région. Chassés de leurs bases, les shebab se sont dispersés dans l'est et le sud de la province où ils continuent de mener des attaques régulières dans des zones jusqu'alors épargnées par les violences.

En septembre, quatre attaques ont fait encore 12.000 déplacés sur un total de un million depuis 2017, selon l'ONU.

Tandis que les attaques contre les civils se poursuivent, les ressources naturelles de la province concentrent les regards. Le gouvernement mozambicain espère la reprise du mégaprojet de gaz naturel du groupe français TotalEnergies, qui a officiellement suspendu ses opérations depuis mars 2021.

La base d'Afungi est une enclave sous haute protection pesant 16,5 milliards d'euros, bâtie par le géant pétrolier sur la côte sablonneuse d'une région particulièrement pauvre. Ses néons font un grand halo qui chasse la nuit à l'horizon. Au bord du rivage, des pelleteuses travaillent encore aux pieds de barges-immuables géantes, qui attendent d'être envoyées au large où doit se dérouler l'extraction.

A l'intérieur du complexe, des centaines de baraquements neufs et un gymnase haut de gamme sont vides. Les soldats mozambicains

et rwandais basés sur place, comme les employés restés sur le site, ont pour consigne de ne pas donner d'interview.

Déficit de renseignement -

Il se murmure sur place que les opérations pourraient bientôt reprendre mais le géant pétrolier a publiquement posé ses conditions: le retour des réfugiés et la fin des attaques armées, une perspective lointaine.

Les forces rwandaises ne sont présentes que dans deux districts sur les seize que compte la province, et les forces des pays voisins de la SADC, présentes aussi depuis un an, peinent à convaincre. Aucun chef jihadiste n'a été appréhendé et les groupes armés demeurent mystérieux.

"On ne comprend pas comment ils fonctionnent, ni comment ils arrivent à séduire les populations, il y a un déficit de renseignement", constate Mirko Manzoni, envoyé des Nations unies pour le Mozambique.

Quant à l'armée mozambicaine, sous-financée et mal entraînée, elle suscite encore une large méfiance. Les forces locales manquent de véhicules et font peu de patrouilles. Elles se signalent surtout par de frêles barrières érigées sur les routes près des villages, où des soldats patientent assis sous les arbres.

"Ils vont arrêter qui avec ça? C'est seulement pour extorquer la population", s'agace un officier rwandais sous couvert d'anonymat.

Dans le village de Mute, une foule est réunie pour organiser les funérailles d'un homme décédé après avoir été battu par des soldats mozambicains. Environ 20% des incidents recensés dans la zone sont attribués aux forces armées, selon Acted.

A l'instar de l'Union européenne qui contribue à l'entraînement des Mozambicains, le Rwanda annonce s'engager dans la réforme des forces de sécurité, préalable à un passage de relais, mais sans envisager une date de fin. "Je ne pense pas pouvoir donner un calendrier, c'est un processus long", concède le général Rwivanga.

AFP

2e édition de la coupe Inter-direction de l'INPS : La Direction des structures déconcentrées remporte le trophée

La finale de la 2e édition de la coupe inter-direction de l'INPS s'est déroulée le vendredi 7 octobre, au terrain ISPRIC sur la colline de Badalabougou en présence du directeur général de l'Institut M. Ousmane Karim Coulibaly. Elle a opposé la direction des recouvrements à celle des structures déconcentrées. À l'issue d'un match rudement discuté, c'est la Direction des structures déconcentrées qui a remporté le trophée à l'issue des tirs au but.



Pour promouvoir la cohésion et l'esprit d'équipe au sein de l'Institut national de prévoyance social (INPS), la direction a organisé un tournoi de football entre ses services. L'objectif est de renforcer les liens entre les travailleurs, promouvoir la santé et détecter de nouveaux talents pour renforcer son équipe de football.

La direction générale de l'INPS, en effet, vise à maintenir et perpétuer la cohésion de groupe afin d'être efficace au profit des usagers. D'où l'organisation de ce tournoi de football. La finale de cette 2eme édition s'est déroulée vendredi le vendredi 7 octobre 2022 au terrain ISPRIC sur la colline de Badalabougou. Elle a opposé la direction des recouvrements à celle

des structures déconcentrées.

À l'issue d'une rencontre âprement disputée, le match a pris fin sur le score de 0 à 0. Toutefois, la direction des structures déconcentrées finira par s'imposer lors de séance des tirs aux buts : 2-1.

Heureux du bon déroulement de la rencontre, jouée dans un esprit de fair-play, le Directeur général de l'INPS M. Ousmane Karim Coulibaly a rappelé que ce tournoi contribue au développement de l'Institut. « En plus de renforcer la cohésion au sein de l'Institut, nous voulons aussi magnifier les relations amicales au sein de l'Institut et aussi magnifier le travail bien fait à travers cette cohésion. Ce qui fait qu'année après année, nous organisons cette compétition pour faire en sorte qu'à l'INPS les gens se sentent à l'aise », a-t-il déclaré.

« A travers le football, la santé aussi a été promue », a-t-il ajouté.

■ Maffenin Diarra





Bélier (21 mars - 19 avril)

Ne confiez pas vos ambitions auprès de collègues qui convoitent le même poste que vous. La rivalité tend l'ambiance au sein de votre service. Des remaniements sont possibles et chacun veut avoir la meilleure place. On peut vous convoquer à une réunion.

La Lune en Verseau vous inspire pour des idées créatives. Vous pourriez créer un meuble ou faire de la récupération. Peindre ou rénover vous plaisent tout en vous aidant à réaliser des économies. La stabilité matérielle se maintient grâce à des astuces.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Aujourd'hui, la prudence est de rigueur. Des tensions apparaissent avec quelques collègues, les reproches fusent. Personne ne veut assumer ses erreurs ni prendre ses responsabilités. Vous avez une carte à jouer, analysez la situation avant d'agir.

Vous pouvez décider de faire quelques achats sauf que vous devez jouer la prudence. Vivre au-dessus de vos moyens n'est pas une bonne solution. Aujourd'hui, faites-vous plaisir, mais modérément, sans abuser. Faites quelques réajustements si nécessaire.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les activités vous demandent de vous diversifier et de finir dans des délais brefs. Ne vous laissez pas attendrir par des collègues qui demandent de l'aide. Cette situation pourrait retarder votre productivité et vous pénaliser. Restez concentré sur vos fonctions.

Une atmosphère festive vous incite à dépenser sur des petites choses, mais la note risque d'être salée au final. Il est nécessaire de savoir dire non sur certaines dépenses, car elles ne valent pas la peine pour le moment et déséquilibrent votre compte.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous envisagerez très sérieusement de changer de travail. Vous avez l'impression d'avoir fait le tour de votre activité. Les réunions à rallonge dont rien ne sort vous fatiguent et vous donnent l'impression de ne plus être utile. Vous avez envie de fuir !

La pleine Lune met l'accent sur vos finances. En ce jour férié, ne vous laissez pas aller à la dépense. Pensez aux autres jours du mois et à la rentrée qui approche, d'autant plus que vous aurez la peur de manquer. Ne provoquez pas ce que vous craignez !



Lion (22 juillet - 23 août)

Des discussions avec un collaborateur peuvent donner des éclaircies sur votre avenir professionnel. Uranus en Taureau vous oblige à changer de cap et de bénéficier d'une aide très inattendue. Un poste dans la communication ou de création peut se présenter.

Mars en Lion vous rend très exigeant et actuellement vous n'aimez pas les articles bas de gamme. Dans la moindre dépense, vous pouvez craquer pour des produits liés au bien-être ou vouloir renouveler beaucoup de choses essentielles à votre épanouissement.



Vierge (23 août - 23 septembre)

On peut dire que vous avez le vent en poupe ces derniers temps, les propositions professionnelles s'enchaînent. Vous faites des émules au sein de votre entreprise, vos qualités et votre expérience sont reconnues. Votre réputation n'est plus à faire.

Lorsqu'il s'agit d'augmenter vos revenus, vous vous montrez particulièrement actif, toujours prêt à vous rendre utile. Vous avez des ambitions, pour réaliser vos objectifs vous pouvez déplacer des montagnes. Les finances sont au vert.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Le poste actuel peut vous donner le champ libre et plus d'autonomie. Cette atmosphère qui s'améliore vous fait plaisir et vous donne la possibilité de travailler dans de meilleures conditions. La journée est profitable pour faire diminuer le stress accumulé.

D'inévitables dépenses sont en cours et elles proviennent de votre train de vie avec une charge à régler. Faites attention à des frais qui ne seraient pas utiles, car vous pouvez en avoir beaucoup. Des concessions sur des loisirs semblent inévitables.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous suscitez une grande jalousie ! Vos compétences, votre cote de sympathie font des envieux qui ne se cachent pas et cherchent parfois à vous déstabiliser. Ne répondez pas à la provocation. Vous n'enlevez rien à personne. Vous êtes tout simplement doué !

Les planètes concernées ont tendance à vous pousser à la dépense excessive. À vous de gérer au mieux vos comptes de manière à vous faire plaisir, vous l'avez bien mérité, mais aussi de prévoir les sommes pour les charges courantes. Vous devriez y arriver !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Des hésitations et des doutes se bousculent dans vos pensées. Vous ne savez pas quel type de profession vous va le mieux, car un carrefour professionnel est arrivé. Des activités commerciales nouvelles peuvent vous inciter à prendre la parole en public.

Jupiter dans votre signe joue avec vos nerfs. Vous pourriez craquer sur des produits onéreux, qui habituellement n'entrent pas dans votre budget. Les achats peuvent concerner des articles de sport, de pêche, de loisirs ou encore un billet pour un voyage.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Mars vous confronte à des choix importants dans votre vie professionnelle. Pour trancher, vous devez garder la tête froide. Vous n'avez pas besoin d'être distrait par les conseils d'une tierce personne. Vous le lui faites savoir un peu brutalement.

Petit à petit vous réussissez à maîtriser vos finances, vous avez appris des erreurs que vous avez pu faire, vous mettez ces leçons à profit pour rebondir. Si vos enfants vous demandent de l'argent, vous entamez un dialogue, c'est donnant donnant.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Avec votre personnalité, vous attirez du monde spontanément et inspirez confiance. Des collaborateurs peuvent voir en vous, un futur leader pour le service. On compte complètement sur vos compétences. Le rendement peut être abondant dans la journée.

Préserver le budget à flot demande des concessions. Pourtant, les frais sont causés par des sorties et coups de coeur. Vous pourriez craquer pour un produit high-tech. Mais il est conseillé de vérifier les différents tarifs ou de différer vos achats.



Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous travaillez aujourd'hui, vous en serez satisfait, car vous n'aurez pas à gérer les problèmes familiaux. Vous vous consacrez à votre activité, qui représente votre vie propre et n'interfère avec personne d'autre. Vous vous sentirez libre !

Ne vous lancez pas dans une comptabilité complexe ! Certes, surveillez vos prélèvements et vérifiez vos tickets de caisse surtout dans le cas de nombreuses promotions qui sont rarement toutes enregistrées, mais n'en faites pas plus aujourd'hui.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23